

Rapport annuel 2020 du Programme ONU-REDD

Résumé

Ce rapport annuel présente les résultats du Programme ONU-REDD jusqu'en 2020. Il se fonde sur, et poursuit une série progressive de réalisations dans les domaines techniques, politiques et du savoir à la croisée de chemin entre le climat et les forêts depuis le lancement du Programme en 2008. Les pays partenaires du programme ONU-REDD font des progrès davantage importants dans la préparation et la mise en œuvre des actions visant à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts à travers la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier. Le Programme ONU-REDD se concentre de plus en plus à répondre aux demandes d'assistance technique des pays qui désirent mettre en œuvre la REDD+ et accéder aux paiements basés sur les résultats (RBP) y afférents et ultimement remplir leurs engagements prévus par l'Accord de Paris. En décembre 2020, le Programme ONU-REDD a permis à ses 65 pays partenaires d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes d'accéder aux connaissances qui leur ont donné la possibilité de faire des progrès significatifs dans l'adoption et la mise en œuvre des actions REDD+.

En 2020, un objectif clé du programme restait l'assistance technique des pays partenaires pour répondre à leurs engagements concernant les quatre piliers du Cadre de Varsovie pour REDD+, une exigence pour les RBP. Adopté en 2013, le Cadre décrit quatre domaines de préparation à la REDD+ : les stratégies ou plans d'action nationaux REDD+ (SN/PA), les systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), les niveaux d'émissions de référence pour les forêts/niveaux de référence pour les forêts (NERF/NRF) et les systèmes d'information sur les dispositifs de sauvegardes (SIS).

Avec le soutien du Programme ONU-REDD, Myanmar et le Pérou ont fait des progrès considérables dans l'élaboration de leurs stratégies ou plans d'action nationaux REDD+ en 2020, portant à 32 le nombre de pays partenaires du Programme ONU-REDD qui ont finalisé ces politiques stratégiques de réduction des émissions provenant du secteur des forêts et de l'utilisation des terres. Le Programme ONU-REDD a également soutenu l'intégration de ces stratégies et plans d'action dans les composantes du secteur de l'utilisation des terres et forêts des contributions déterminées au niveau national (NDC) dans 15 pays pour l'atténuation des changements climatiques. À ce jour, le Programme ONU-REDD a aidé plus de 45 pays à mettre au point leur SNSF. En 2020, le Programme a fourni un soutien technique pour le développement et la maintenance des systèmes d'information pour la surveillance des forêts en République du Congo et en Côte d'Ivoire, tandis que la Colombie, l'Équateur, le Kenya, le Honduras et le Mexique ont soumis un NERF (niveau d'émissions de référence pour les forêts) mis à jour et amélioré au Secrétariat de la CCNUCC. Concernant les sauvegardes, le [Pérou](#) et le [Myanmar](#) ont finalisé leurs résumés d'informations qu'ils ont soumis à la CCNUCC. De plus, en 2020 six pays ont fait des progrès dans la conception et le fonctionnement de leur SIS au niveau national: par exemple, la Côte d'Ivoire et la Zambie ont mis au point leurs plateformes SIS, et [Myanmar a fait des progrès dans l'opérationnalisation de son SIS.](#)

Malgré les perturbations et les difficultés d'approvisionnement causées par la pandémie de COVID-19, de nombreux pays REDD+ ont réalisé des progrès significatifs vers la mise en œuvre de la REDD+ en 2020 avec le soutien du Programme ONU-REDD. En particulier, l'Argentine, la Colombie, le Costa Rica et l'Indonésie ont franchi le cap de l'accès aux RBP du Fonds vert pour le climat (FVC), obtenant 286,1 millions de dollars pour la réduction des émissions du secteur forestier. Ces pays rejoignent le

Brésil, le Chili, l'Équateur et le Paraguay en tant que pionniers dans l'application intégrale des quatre éléments du Cadre de Varsovie et récompensés d'un montant cumulé de 496,8 millions de dollars pour les émissions évitées représentant au total 102,6 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (MtCO₂), menant ainsi à terme la première phase du programme pilote de RBP du FVC.

Au courant de l'année, 10 pays partenaires et une région ont reçu un soutien personnalisé du Programme ONU-REDD par le biais de programmes nationaux et d'une assistance technique pour la mise en œuvre de la REDD+. En plus de du soutien apporté à trois programmes nationaux au Chili, Myanmar et Pérou, le Programme ONU-REDD a continué de fournir son assistance technique pluriannuelle 2018-2020 aux projets de mise en œuvre de la REDD+ dans neuf pays¹, la région du Bas Mékong et six domaines de gestion des connaissances.

L'appui à la gestion des connaissances du Programme ONU-REDD complète son travail au niveau des pays et est essentiel à la réalisation des quatre piliers du Cadre de Varsovie et de l'objectif de mise en œuvre de la REDD+. Vous trouverez ci-dessous quelques éléments clés des activités de gestion des connaissances du Programme à partir de 2020.

Le Programme ONU-REDD a continué activement à sensibiliser le public aux questions relatives à la sécurisation du régime foncier, à l'intégration des droits des peuples autochtones et à la promotion de l'inclusion sociale dans les politiques et les actions REDD+. Parmi les faits marquants de 2020, il faut citer : le maintien de la collaboration avec la Plateforme des Communautés Locales et des Peuples Autochtones de la CCNUCC ; les activités de gestion des connaissances mondiales relatives à la sécurisation du régime foncier applicable aux forêts à travers le [Dgroup sur la REDD+ et la gouvernance forestière](#) (« Développement par le dialogue ») qui compte des membres dans plus de 100 pays ; et une initiative conjointe avec le Pacte des Peuples Autochtones d'Asie sur l'interface entre les droits des peuples autochtones, les questions environnementales et l'action climatique, visant à alimenter les connaissances autochtones dans le cadre de la révision des CDN dans 14 pays de la région.

Les investissements du Programme ONU-REDD vis-à-vis du secteur privé se sont concentrés sur le développement d'études de cas d'entreprises mettant en évidence les conditions nécessaires à la transition vers une utilisation durable des terres, notamment les mesures d'incitation qui doivent être fournies aux agriculteurs et aux producteurs, comme pour la [production durable de café au Vietnam](#) et pour [l'élevage à faible intensité de carbone au Costa Rica](#). De plus, certaines preuves de concept de transactions pour débloquer des financements privés comprenaient le &Green Fund qui a fait un investissement de [10 millions de dollars sur huit ans](#) dans le groupe brésilien Roncador et la signature d'un [mécanisme de prêt sur 10 ans de 30 millions de dollars](#) avec PT Dharma Satya Nusantara Tbk (DSN) en Indonésie.

Par ailleurs, le Programme ONU-REDD a continué à souligner l'importance des approches et des actions paysagères en générant et en consolidant des connaissances et des outils pour soutenir les spécialistes sur le terrain, notamment avec des [lignes directrices](#) détaillées sur l'utilisation d'outils visuels et d'informations spatiales pour appuyer les décisions de mise en œuvre de la REDD+.

Le Programme a également continué à générer, adapter et fournir des connaissances spécialisées sur les mécanismes de financement nationaux, les instruments et les innovations pour étayer le

¹ Les neuf pays d'assistance technique sont : la Colombie, la Côte d'Ivoire, l'Indonésie, le Mexique, le Myanmar, le Pérou, la République du Congo, le Viet Nam et la Zambie. Depuis 2020, une assistance technique est également mise en œuvre dans les cinq pays du bas Mékong, à savoir le Cambodge, la RDP lao, le Myanmar, la Thaïlande et le Viet Nam.

programme REDD+, par exemple en fournissant des conseils à l'Indonésie pour la création et l'opérationnalisation de son Agence Nationale de Gestion du Fonds Environnemental sous la tutelle du Ministère des Finances, et soutenir l'Équateur dans la conception et le pilotage d'un mécanisme innovant pour inciter les gouvernements municipaux à créer et à maintenir des zones forestières protégées locales.

Le Programme ONU-REDD a aidé 10 pays à intégrer les principes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans l'action REDD+. Cet appui a aidé de nombreux pays partenaires à faire de grands progrès dans l'intégration du genre dans leurs mesures de sauvegarde: au Pérou, le genre a été un élément transversal pour guider les processus liés aux sauvegardes et a été intégrée dans le premier résumé d'informations du pays sur les mesures de sauvegarde de la REDD+, comme cela a également été le cas en Côte d'Ivoire et Myanmar.

Le Programme ONU-REDD a renforcé les synergies et soutenu l'inclusion et l'amélioration des actions relatives aux forêts et à l'utilisation des terres dans le cadre des solutions basées sur la nature dans les CDN (contribution déterminée au niveau national) et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, un thème qui a connu un essor notable à la suite du Sommet Action Climat.

Le soutien politique et institutionnel fourni par le Programme ONU-REDD par le biais de ses programmes nationaux, de ses conseils techniques et de la diffusion des connaissances a permis aux pays de faire avancer leurs programmes de développement durable, non seulement en ce qui concerne l'ODD 13 (Action pour le climat) et l'ODD 15 (Vie terrestre), mais également à travers l'ensemble des ODD.